

**ACHETEUR
MINISTÈRE DE LA CULTURE
Centre national du microfilm et de la numérisation**

**2025-15-DGPA-CNMN
Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

Accord-cadre à bons de commande pour des prestations d'entretien d'espaces verts du domaine
du Château d'Espeyran

CPV principal : 45112710 – Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts

Table des matières :

Article 1 -	IDENTIFICATION	3
Article 2 -	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	3
Article 3 -	ALLOTISSEMENT	4
Article 4 -	FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 5 -	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
5.1	Cadre général	4
5.2	Reconduction de l'accord-cadre	4
Article 6 -	LIEU D'EXECUTION	5
Article 7 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
Article 8 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
8.1	Représentation des parties.....	5
8.2	Conditions d'exécution	6
8.3	Obligations du titulaire	9
8.4	Considérations sociales et environnementales	11
8.5	Traitement de données à caractère personnel	13
8.6	Constatation de l'exécution des prestations	18
8.7	Pénalités et primes	18
Article 9 -	REGIME FINANCIER.....	21
9.1	Forme et contenu des prix.....	21
9.2	Variation des prix	22
9.3	Avances	24
9.4	Modalités financières	25
9.5	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.....	28
Article 10 -	DISPOSITIONS DIVERSES.....	29
10.1	Echanges dématérialisés	29
10.2	Langue.....	29
10.3	Sous-traitance.....	29
10.4	Assurances	30
10.5	Autres obligations administratives.....	30
10.6	Résiliation	31
10.7	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	32
10.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence 32	
10.9	Litiges et contentieux	36
Article 11 -	DEROGATIONS AU CCAG.....	37

Article 1 - IDENTIFICATION

Le présent accord-cadre est porté par le Centre National du Microfilm et de la Numérisation d'Espeyran.

Direction Générale des Patrimoines et de l'Architecture – Service Interministériel des Archives de France (SIAF)
Centre national du microfilm et de la numérisation
Château d'Espeyran
30 8000 Saint-Gilles-du-Gard

Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Contexte

Le Centre National du Microfilm et de la Numérisation d'Espeyran est la première institution culturelle à avoir signé une convention ORE qui l'engage, pour 50 ans, à prendre en compte le vivant dans chacune de ses actions en cherchant à concilier les enjeux de la biodiversité et les enjeux de la préservation du patrimoine architectural et paysager. Elle interroge ainsi les liens féconds entre nature et culture.

L'Obligation Réelle Environnementale (ORE) est un dispositif foncier de protection de l'environnement qui engage le propriétaire du foncier auquel elle est attachée à respecter des obligations en termes de préservation de la biodiversité, en concertation avec un organisme compétent.

Le domaine d'Espeyran est un parc d'agrément mis en forme au XIXe siècle à la manière des jardins anglais. Le parc de 13 hectares comprend trois grandes prairies, des espaces boisés, des espaces enherbés, des chemins de promenade. Une réserve archéologique de 7 hectares est attachée au domaine.

Des travaux importants de sécurisation et de régénérescence du parc ont été menés depuis 2008. Les sujets dangereux ou malades ont été abattus ou élagués. Deux cents arbres et arbustes ont été replantés, ainsi que deux parterres de plantes.

Un réseau d'arrosage couvrant l'ensemble des 13 hectares a été installé en 2016. La lutte écologique contre la chenille processionnaire et la pyrale du buis est mise en place depuis 9 ans.

2.2 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations d'entretien d'espaces verts du domaine du Château d'Espeyran.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Valeur principale : 45112710 – Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts

Article 3 - ALLOTISSEMENT

Au regard de l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, l'acheteur peut décider de ne pas allouer un marché lorsque la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. Par ailleurs, le non-allotissement est justifié par le fait que l'acheteur n'est pas en mesure d'assurer lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination.

L'accord-cadre n'est donc pas alloué.

Article 4 - FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le marché est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire.

L'émission de bons de commande sera exécutée au fur et à mesure dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le marché est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 250 000 euros HT. Il convient toutefois de préciser que le montant maximal indiqué n'est pas un montant de consommation envisagé sur la durée du marché. **Il est une estimation d'un seuil au-delà duquel le marché prendra obligatoirement fin, que le marché soit ou non arrivé à son échéance.**

Le montant estimatif du marché sur les quatre années est de 160 000 d'euros HT.

Article 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

5.1 *Cadre général*

Le marché est conclu pour une durée de **vingt-quatre (24) mois** fermes, hors reconduction éventuelle.

La durée du marché court à compter de sa date de notification.

5.2 *Reconduction de l'accord-cadre*

Le marché peut être reconduit deux (2) fois pour une durée de **douze (12) mois** par tacite reconduction. La durée du marché ne peut excéder **quarante-huit (48) mois**.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande précédemment émis continuent à s'exécuter jusqu'à la fin de leur durée de validité. De plus toujours dans le cas d'une non-

reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire au moins un mois avant la date de fin de validité du marché.

Le titulaire ne saurait prétendre à une indemnité du fait de la non-reconduction du marché.

Article 6 - LIEU D'EXECUTION

Les prestations seront réalisées dans le parc du Château d'Espeyran. Les réunions de travail ont lieu pour l'essentiel dans les locaux du Centre National du Microfilm et de la Numérisation d'Espeyran (Château d'Espeyran, 30 8000 Saint-Gilles-du-Gard).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation au CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés fournitures et services courants (CCAG-FCS) dans sa version issue de l'arrêté du 30 mars 2021 ; (disponible sur le site internet du Ministère de l'Economie : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> rubrique Commande publique) ;
- L'offre technique constituée du cadre de réponse technique (CRT) du titulaire et ses annexes.

Toutes les conditions générales de vente ou autres mentions pouvant figurer dans la proposition commerciale transmise par le titulaire à l'appui de son offre qui seraient contraires aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-dessus sont réputées non écrites.

Article 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 *Représentation des parties*

8.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur (le CNMN) est chargé du suivi de l'exécution des prestations et notamment pour la supervision et la coordination du service. Cet interlocuteur est doublé d'un suppléant. Il est désigné lors de la notification du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

8.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un interlocuteur unique (avec un suppléant), habilité à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché, et notamment pour la supervision et la coordination du service. Il supervise la mise en œuvre des prestations principales et, le cas échéant, supplémentaires prévues à l'article 4 du CCTP (UO10 et UO11).

Dans les différents domaines d'intervention (ressources humaines, gestion technique, gestion comptable et administrative, etc.), le titulaire doit désigner au CNMN les responsables de l'entreprise affectés au suivi de l'exécution du marché (noms et coordonnées).

Cet interlocuteur est désigné par dérogation à l'article 3.4.1 CCAG-FCS, dans l'offre du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le de l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

8.2 Conditions d'exécution

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire. Le prix, comprenant notamment le déplacement et la participation, ces réunions est inclus dans le prix des prestations et ne donnera pas lieu à facturation supplémentaire.

8.2.1 Mise en place de l'équipe dédiée

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (cf CCTP) présentée dans sa proposition technique et soumise à validation de l'acheteur après notification de l'accord-cadre. Cette composition de l'équipe affectée au projet indique le détail des attributions, du niveau et des rôles respectifs des membres de l'équipe.

8.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire notamment si par exemple :

- Leur compétence technique n'est pas suffisante pour interagir efficacement ou apporter des réponses satisfaisantes à l'administration ;
- Leur insertion dans la démarche collaborative globale pose problème ;
- La qualité de leurs interventions techniques, notamment dans les développements, est régulièrement insuffisante ;
- L'application des consignes (emploi des moyens informatiques, respect des règles de sécurité ou d'accessibilité, etc.) n'est pas suffisante ;
- Leur incapacité à suivre le rythme et l'organisation de travail.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. De même, le titulaire peut proposer le remplacement motivé et validé par l'administration d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire se serait engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les **trente (30) jours** suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de **trente (30) jours** pour proposer un autre remplaçant.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de deux récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

8.2.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés à l'émission de chaque bon de commande. La date de départ du délai d'exécution est la date de réception de bon de commande.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCA-FCS.

8.2.4 Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins par tout moyen permettant d'en accuser une date de réception certaine.

Le bon de commande est établi sur la base des prix figurant dans le bordereau des prix unitaires.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro de référence de l'accord-cadre (indiqué sur l'acte d'engagement, commençant par EJ n°13)
- la date d'émission du bon de commande
- l'objet du marché
- le numéro du bon de commande (commençant par EJ n°14)
- Le code service exécutant (nécessaire pour la transmission de la facture)
- l'identification du Titulaire
- la désignation des unités d'œuvres (UO) et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) de chaque prestation telles qu'elles figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- les lieux d'exécution des prestations le cas échéant

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard **six (6) mois** suivant la fin du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

8.2.5 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié.

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

8.2.6 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le co-traitant exécute les tâches essentielles.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, l'acheteur exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées directement par le titulaire.

8.2.7 Pilotage des prestations

Le pilotage du marché est réalisé par les équipes du domaine d'Espeyran selon les modalités définies à l'article 7 « Suivi des prestations » du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Réunion de démarrage :

La prestation débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant du pouvoir adjudicateur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports, échéances...) relatives à la prestation.

L'objet de cette réunion est de :

- Présenter l'organisation du projet ;
- S'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ;
- Appeler la nature des livrables et le planning associé ;
- Rappeler le processus de validation / acceptation des livrables ;
- Agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes-rendus, etc.) ;
- Préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant du pouvoir adjudicateur envers le prestataire.

Réunion(s) de suivi d'exécution du marché :

L'acheteur se réserve la possibilité de tenir une réunion de suivi d'exécution avec le titulaire, soit dans ses locaux soit par téléphone ou visioconférence.

8.3 Obligations du titulaire

8.3.1 Responsabilités et garanties du titulaire

Respect du principe d'égalité des usagers devant le service public :

Le titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes.

Respect des normes en vigueur et nouvelles en cours d'exécution :

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

8.3.2 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

8.3.3 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

8.3.4 Connaissance des lieux et des documents

Les entreprises sont réputées, avant la remise de leur offre :

- ✓ avoir pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, lieux et terrain d'implantation des ouvrages, tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- ✓ avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, importance et particularité,
- ✓ avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et toutes sujétions relatives au lieu de travail, accès et abords topographiques et nature du terrain, venues d'eau, crues, éloignements des canalisations d'eau, d'électricité, égout, stockage matériaux, etc...

8.4 Considérations sociales et environnementales

8.4.1 Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

Le Ministère de la Culture s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 13 avril 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le Ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- À construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- Au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- À s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le Ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- La signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables » ;
- L'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) ;
- Et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

8.4.2 Clause égalité professionnelle et lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture est détenteur depuis 2017 des labels « Égalité professionnelle » et « Diversité

» délivrés par l'AFNOR.

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le ministère s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le ministère de la Culture souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul titulaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant de l'acheteur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

8.4.3 Considérations environnementales

Généralités :

De sorte à engager le titulaire dans une démarche visant à la réduction de son impact sur l'environnement et dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Durant l'exécution des prestations, il s'assure du respect de ces obligations environnementales et communique, sur demande de l'administration, les éléments de preuve associés.

Le Centre National du Microfilm et de la Numérisation d'Espeyran est la première institution culturelle à avoir signé une convention ORE qui l'engage, pour 50 ans, à prendre en compte le vivant dans chacune de ses actions en cherchant à concilier les enjeux de la biodiversité et les enjeux de la préservation du patrimoine architectural et paysager. Elle interroge ainsi les liens féconds entre nature et culture.

L'Obligation Réelle Environnementale (ORE) est un dispositif foncier de protection de l'environnement qui engage le propriétaire du foncier auquel elle est attachée à respecter des obligations en termes de préservation de la biodiversité, en concertation avec un organisme compétent.

Considérations environnementales dans le cadre de l'exécution des prestations :

De façon générale, il est attendu que le titulaire :

- favorise les déplacements en transport en commun, notamment en train ;
- privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence) ;
- prévoit une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillés ;
- et met en place une politique numérique écoresponsable (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés).

Pour chaque prestation, la description des livrables que le titulaire doit exécuter est précisée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Sauf indication contraire, tous les livrables seront fournis au format électronique. Le titulaire s'engage à conserver les livrables dans un lieu sécurisé.

Plus précisément, il est attendu que le titulaire :

- établisse un programme d'intervention contre les ravageurs (UO6 CCTP) respectueux de l'environnement privilégiant la prévention, les moyens de lutte naturels et les dispositifs d'élimination ciblés ;
- propose dans le cadre de mémoire technique (CMT) des protocoles de traitement ou d'intervention, ainsi que des méthodes et/ou produits respectueux de l'environnement ;
- et propose un plan d'intervention respectant le rythme de nidification.

8.5 Traitement de données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, les parties sont tenues au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD).

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire de l'accord-cadre s'engage à effectuer, pour le compte de l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

8.5.1 Précisions terminologiques

Sont entendus, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère

personnel et à la libre circulation de ces données :

- l'acheteur comme « le responsable de traitement » ;
- le titulaire comme « le sous-traitant » ;

Les termes « acheteur » et « titulaire » employés dans le cadre du présent article sont à lire compte tenu de cette correspondance.

8.5.2 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du pouvoir adjudicateur, pour la durée du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations suivantes : entretien d'espaces verts du domaine du Château d'Espeyran.

Les types de données à caractère personnel traitées sont les noms, prénoms et contact des personnels amenés à travailler pour l'entretien d'espaces verts du domaine du Château d'Espeyran.

Les personnes concernées sont les personnels du titulaire.

Pour l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur met à la disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes : nom, prénom, adresse électronique, des personnes concernées.

Les finalités du traitement sont la réalisation prestations décrites dans le présent CCTP.

8.5.3 Obligations du Titulaire vis-à-vis de l'Acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
2. traiter les données conformément aux documents du présent marché. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le pouvoir adjudicateur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
 - prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

8.5.4 Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

8.5.5 Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

8.5.6 Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur, par courrier électronique au délégué à la protection des données, toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 4 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL).

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures – à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour

les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

8.5.7 Aide du titulaire au pouvoir adjudicateur pour le respect de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur à la réalisation d'analyses d'impact relative :

- à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

8.5.8 Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

8.5.9 Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel.

8.5.10 Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

8.5.11 Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de de l'acheteur comprenant :

1. le nom et coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - la procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

8.5.12 Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits

8.5.13 Obligations du pouvoir adjudicateur vis-à-vis du titulaire

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel ;
- informer par écrit le titulaire de toute instruction particulière concernant le traitement des données à effectuer ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire.

8.6 Constatation de l'exécution des prestations

8.6.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG-FCS.

8.6.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG-FCS.

8.6.3 Décision après vérifications

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG-FCS, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

8.7 Pénalités et primes

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Indications sur la notion de jours ouvrés et jours calendaires :

Il est important de préciser que lorsqu'une mention n'est pas indiquée pour déterminer le délai à respecter, la mention "jours calendaires" est considérée comme la règle. Par conséquent, si un délai est fixé à dix (10) jours sans mention expresse de "jours ouvrés", il faudra tenir compte de tous les jours, y compris les week-ends et les jours fériés.

8.7.1 Pénalités pour non-remplacement d'un membre de l'équipe dédiée

En cas d'absence non remplacée d'une journée d'un membre de l'équipe dédiée, une pénalité est appliquée d'un montant égal au prix unitaire HT d'une journée de prestation commandée. Le montant de la pénalité correspond au prix unitaire des prestations figurant dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

8.7.2 Pénalités de retard dans la réalisation des prestations

Par dérogation avec l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, la pénalité de retard dans la réalisation d'une prestation prévue au CCTP est calculée par application de la formule suivante :

$P = V \times R / 1000$ dans laquelle :

- P = montant de la pénalité
- V = montant en € HT de la prestation concernée
- R = nombre de jours de retard

Tout jour commencé est compté pour un jour entier de retard.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre. Toutefois, le maître de l'ouvrage mandataire se réserve la possibilité, au cas où le retard ou une partie du retard serait résorbé par l'entrepreneur concerné, de remettre totalement ou partiellement ces pénalités à l'entrepreneur.

8.7.3 Pénalités pour absence aux réunions

Pour toute réunion, le titulaire ou son (ses) représentant(s), expressément désigné(s) le cas échéant dans les documents du marché, doivent, hormis un motif impérieux, respecter un délai de 2 jours ouvrés au minimum pour prévenir de leur absence à la date convenue de réunion. En cas d'absence non justifiée dans le délai imparti, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 50 euros HT.

8.7.4 Pénalités liées aux considérations environnementales

Le titulaire est tenu de produire, à la demande du pouvoir adjudicateur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs le titulaire encourt une pénalité de 50 € HT par jour de retard pour la communication complète du document.

8.7.5 Pénalités liés à la sécurité et la protection de la santé

En cas de non-respect des délais fixés pour la remise des documents liés à la sécurité et la protection de la santé, l'entreprise concernée encourt une pénalité journalière fixée à 150€HT, sans mise en demeure préalable.

8.7.6 Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution au pouvoir adjudicateur, le titulaire subira une pénalité par jour calendaire de retard fixée à 300€HT.

Ces pénalités seront opérées sur le dernier décompte mensuel.

8.7.7 Primes d'avance

Le versement de primes d'avance n'est pas prévu au marché.

8.7.8 Plafonnement des pénalités

Par dérogation au CCAG-FCS, le montant total des n'est pas plafonné.

8.7.9 Seuil d'exonération des pénalités

Conformément au CCAG-FCS, le seuil d'exonération des pénalités est fixé à 1 000€ HT pour le marché. Cela signifie qu'en deçà de ce seuil, l'acheteur ne demandera pas le paiement des pénalités.

Article 9 - REGIME FINANCIER

9.1 *Forme et contenu des prix*

Le marché est mono-attributaire et présente des prix unitaires, faisant l'objet de l'annexe 1 à l'acte d'engagement, le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prestations sont établies sur la base des indications du bordereau des prix unitaires (BPU), annexe 1 à l'acte d'engagement (AE).

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations ;
- Le suivi administratif et commercial ainsi que les déplacements, l'hébergement, la restauration et les réunions ;
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- Les droits d'utilisation des résultats
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- Tous les frais annexes.

Les prix sont établis en tenant compte des sujétions techniques précisées dans le CCTP, des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification la fin du marché. En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par l'entrepreneur de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Les prix sont établis en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites ci-après plus longtemps que la durée indiquée :

<i>Nature du phénomène naturel</i>	<i>Intensité limite</i>	<i>Durée du phénomène</i>	<i>Organisme ou document de référence</i>
pluie	≥ 10 mm	4 heures	METEO FRANCE
vent	≥ 70 km/h	8 heures	METEO FRANCE
gel	≤ - 5 °C	4 heures	METEO FRANCE
neige	≥ 10 cm	4 heures	METEO FRANCE

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de NIMES.

Le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

9.2 Variation des prix

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

9.2.1 Principe

Les prix unitaires du marché sont fermes durant la première année puis sont révisables à la hausse comme à la baisse annuellement dès* la date anniversaire de la notification du marché, la 1^{ère} année, puis pour des périodes minimales strictement successives d'au moins* 12 mois d'exécution.

* NB : la révision des prix étant une faculté, elle sera déclenchée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, mais pas automatiquement. Cette notion implique dans le présent marché que :

- si une période de plus de 12 mois s'est écoulée après l'établissement du prix précédent, la variation sera à calculer et la demande à formuler sur l'intégralité de la période écoulée (13 mois, 14 mois, etc.) et non pas sur 12 mois choisis au sein de l'ensemble de ceux écoulés depuis l'établissement du prix précédemment en vigueur ;
- les prix révisés ne sont pas rétroactifs à compter de leur date de prise d'effet précisée.

Il relève donc de la responsabilité du titulaire ou du ministère de communiquer leurs demandes respectives en temps et en heure afin que l'application des nouveaux prix puissent être effectuées pour la période de 12 mois minimum d'exécution écoulée après l'établissement des précédents prix en vigueur.

9.2.1 Valeur de référence utilisée pour la révision des prix

La valeur de référence utilisée est l'index divers de la construction - EV4 - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711017>).

9.2.2 Formule de révision

Les prix sont révisés par l'application de la formule suivante :

$$P_{(n)} = P_{(n-1)} \times [0,125 + 0,875 \times (I_{(n)} / I_{(n-1)})]$$

Dans laquelle :

$P_{(n)}$ représente le prix unitaire HT nouveau, obtenu après application du calcul de révision ;

$P_{(n-1)}$ représente le prix unitaire HT précédent ;

$I_{(n)}$ représente la dernière valeur disponible de l'indice au jour de la demande de révision et précisée dans la demande ;

$I_{(n-1)}$ représente :

- La valeur de l'indice du mois zéro de remise des offres, uniquement pour la 1^{ère} révision ;

- à compter de la seconde révision, la valeur de l'indice la plus récente utilisée au moment de la précédente révision.

Le pourcentage de variation appliqué à chaque prix $V_{(n)}$ lors de chaque révision est alors :

$$V_{(n)} = 0,875 \times (I_{(n)} / I_{(n-1)}) - 0,875$$

La valeur du pourcentage de variation appliquée est arrondie au dixième près. Les autres décimales éventuellement encore présentes dans la cellule Excel mais non affichées sont retirées.

Chaque prix unitaire HT $P_{(n)}$ obtenu par application de la formule de révision est arrondi au centime d'euro le plus proche.

Le calcul du prix unitaire TTC se fait uniquement sur la base du prix unitaire HT arrondi tel que défini ci-dessus. Le prix unitaire TTC obtenu est également arrondi au centime d'euro le plus proche. Les autres décimales sont supprimées du résultat obtenu.

9.2.3 Communication des demandes de variation des prix

Le titulaire comme l'acheteur accompagnent leur demande de révision des prix :

- du pourcentage de variation des prix, tiré de l'application de la formule de révision ;
- de la proposition de BPU modifié en fonction de l'application aux prix précédents du pourcentage de variation et des modalités d'arrondi des prix unitaires HT et TTC définis ci-dessus.

Le titulaire communique sa demande de variation des prix exclusivement à la mission ministérielle des achats du ministère de la Culture par mail à l'adresse suivante :

mission-achats.sg@culture.gouv.fr

Il met en copie de sa demande l'interlocuteur métier désigné en réunion de lancement.

Toute erreur d'adressage suspend le délai de validation des prix du ministère.

Lorsque le titulaire sollicite le ministère, pour l'application de la clause de variation des prix, le ministère dispose de 15 jours ouvrés pour confirmer et appliquer les nouveaux tarifs. Un éventuel ajournement de la décision du ministère, dûment motivé, suspend le délai de validation des prix.

Le silence de l'Acheteur au-delà d'un délai de 15 jours ouvrés emporte acceptation tacite des prix proposées.

Le titulaire dispose de 15 jours ouvrés pour prendre acte de la communication de nouveaux tarifs par le ministère.

9.2.4 Date et période d'application des prix révisés

Les prix révisés et validés par le ministère de la Culture s'appliquent à compter de leur date réelle de prise d'effet convenue entre les 2 parties. Cette prise d'effet intervient en principe entre 15 jours ouvrés et un mois calendaire au maximum à compter de la date de communication de la demande de révision.

Les nouveaux prix ne peuvent être appliqués antérieurement à leur date de prise d'effet.

Ils s'appliquent par ailleurs à toute prestation initialisée durant leur période de validité, qui s'étend jusqu'à la date de validation de nouveaux prix révisés, même si les prix venaient à être révisés après initialisation des prestations.

9.2.5 Modifications de l'indice de référence

Si un changement du dispositif de calcul de l'indice est signalé par l'entité source, et dans la mesure où l'objet/contenu de l'indice n'est pas consubstantiellement modifié, il est fait usage du tableau de correspondance fourni par l'entité source afin de poursuivre de manière cohérente la série considérée qui servira à calculer la variation.

Si l'indice de référence est modifié par l'entité source sans correspondance établie avec les données précédentes, la révision des prix est rendue impossible. Le titulaire et l'acheteur conviennent donc par avenant de l'utilisation d'un nouvel indice/d'une nouvelle donnée de référence et des modalités de raccordement avec la valeur de référence précédemment utilisée.

9.2.6 Clause butoir pour la révision des prix

La variation des prix est limitée à 4 % pour chaque demande annuelle de révision.

9.2.7 Clause de sauvegarde

Le ministère se réserve le droit de résilier le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité, dans le cas où une hausse de prix issue de la révision demandée par le titulaire pour une année serait supérieure à 4 %.

La décision de résiliation précise sa date d'effet.

9.3 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

9.4 Modalités financières

9.4.1 Acomptes et répartition des paiements

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R. 2191-21 et suivants du Code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

9.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie. Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Les comptables assignataires compétents sont :

- le directeur régional des finances publiques de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département du Gard
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
 - arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat ;
 - arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

9.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L. 2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L. 2192-12 et suivants et R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40€ HT.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

9.4.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

9.4.4.1 Mentions obligatoires

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- Le numéro du bon de commande en EJ14 ;
- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- La référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs

séries ;

- La date de livraison effective d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

9.4.4.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

9.4.4.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro (€).

9.4.4.4 Modalités de facturation

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire doit utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://choruspro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

- <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

- <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

9.4.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

9.5 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- Produire un état annuel de la consommation des consommables ;
- Produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de **rente (30) jours** à compter de cette demande ;
- Alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent **50%** puis **75%** de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'acheteur :

- Veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le titulaire :

- S'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- S'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'acheteur organise.

Article 10 - DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 *Echanges dématérialisés*

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent via la plateforme PLACE.

10.2 *Langue*

Le titulaire emploie la langue française :

- Dans sa communication orale dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché (y compris dans les comités, les réunions, les groupes de travail, etc) ;
- Dans la rédaction des documents.

Il ne peut utiliser ni expression ni terme étrangers lorsqu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

10.3 *Sous-traitance*

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4

ou équivalent, téléchargeable sur :

https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprime_s_dc/DC4.doc

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de **vingt-et-un (21) jours** à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L. 2193-7 du Code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous **quinze (15) jours** dès réception de la demande.

10.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, sur simple demande écrite du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

10.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail. Ces documents sont transmis par le titulaire via la plateforme suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

10.6 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-FCS (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation au CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

10.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

10.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire :

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur :

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG-FCS relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- Les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- Les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- La part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations :

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG-FCS.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel

sur la durée de l'accord-cadre Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée :

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du Code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG-FCS, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat :

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée. Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire :

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article 10.1 du présent CCAP « Echanges dématérialisés »).

10.8.1 Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1. Principes communs au règlement amiable des différends

➤ Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du Ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

➤ **Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions**

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquée dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur interne ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

➤ **Confidentialité**

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2. Possibilité de recourir au médiateur interne du ministère de la Culture

En cas d'échec des négociations directes engagées entre les parties au présent marché, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de la Culture à l'adresse suivante :

sg-mediateur-fournisseurs@culture.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de la Culture,
182, Rue Saint-Honoré
75001 Paris

Attention, le médiateur interne du ministère de la Culture n'intervient que pour les différends entre le titulaire du marché et le ministère de la Culture.

➤ **Modalités de saisine du médiateur interne :**

La saisine du médiateur interne du ministère de la Culture doit comporter :

- Le nom de l'entreprise à l'origine de la demande ;
- Son numéro de SIRET ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s) ;
- L'objet de sa sollicitation ;
- Le service concerné au sein du ministère de la Culture ;
- Les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur interne se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur interne sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur interne envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

➤ **Durée de la médiation**

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de **six (6) mois** maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur interne dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

3. Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du Code de la commande publique. Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédéc 353
75703 PARIS Cedex 13

10.9 Litiges et contentieux

Toute assistance juridique qui serait nécessaire pour faire face à une négligence ou à une faute de la part du titulaire doit être supportée et payée par lui.

Le présent marché est soumis au droit français.

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés peut être saisi selon les modalités fixées par le code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

La direction des affaires juridiques – Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public/1c
Bâtiment Condorcet – 6 rue Louise Weiss – Télédocus 353
75703 Paris cedex 13

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché est :

Tribunal administratif de Nîmes
16 avenue Feuchères
30 000 Nîmes
Téléphone : 04 66 27 37 00 – Télécopie : 04 66 36 27 86
Courriel : greffe.ta-nimes@juradmin.fr

Article 11 - DEROGATIONS AU CCAG

Article du présent CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il fait dérogation	Objet de la dérogation
Art. 8	Art 4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
Art 9.1.2	Art 3.4.1	Représentation du titulaire
Art 9.10.3	Art 14.1.1	Pénalités de retard
Art 9.10.5	Art 14.1.2	Plafonnement des pénalités
Art 11.6	Art 51	Résiliation pour motif d'intérêt général